



Consultation publique n° 2017-012 de la CRE relative à la création d'une zone de marché unique du gaz en France au 1^{er} novembre 2018

Eni remercie la CRE pour l'opportunité qui lui est donnée de contribuer à cette consultation publique portant la création de la zone de marché unique du gaz en France au 1^{er} novembre 2018.

Question 1 : Etes-vous favorable aux conditions proposées d'utilisation des réseaux dans le cadre de la zone unique ?

Eni y est favorable.

Eni regrette que la structure contractuelle retenue pour la gestion de l'interface transport-stockage sur la zone d'équilibrage GRTgaz ne soit pas optimale. Il serait nécessaire que GRTgaz et Storengy travaillent à la mise en place d'un PITS unique. Cette évolution permettrait d'améliorer la gestion de la zone TRF et notamment ses éventuelles congestions en donnant des leviers supplémentaires de flexibilité à GRTgaz, sans compromettre l'attractivité des stockages de Storengy. En effet, la fusion des PITS est compatible avec la commercialisation par les opérateurs de stockage d'offres différenciées, comme cela est actuellement le cas par exemple pour TIGF. Par ailleurs, après la création de la place de marché TRF, les expéditeurs seront indifférents à la localisation de leur gaz puisque d'un point de vue marché ce gaz aura la même valeur quel que soit le stockage dans lequel il sera stocké. En revanche la localisation des stocks de gaz est un point important pour les GRT. Dans ces conditions, il serait préférable que les GRT, et en particulier GRTgaz, décident de la localisation du gaz stocké en coordination avec les opérateurs de stockage. Le PITS unique serait donc un outil puissant à disposition de GRTgaz.

Question 2 : Etes-vous favorable aux modalités de répartition du déséquilibre au sein de la TRF, entre les zones d'équilibrage de TIGF et de GRTgaz ?

Eni y est favorable.

Toutefois, Eni souhaite que puissent être simplifiés les calculs à la maille de la zone unique avec notamment la fusion des coefficients k. Eni souhaite également que GRTgaz et TIGF puissent harmoniser le délai, le contenu et le format de leurs publications, notamment en lien avec l'équilibrage afin de faciliter les traitements par les expéditeurs.

Question 3 : Etes-vous satisfait de la qualité et des dates de publication des programmes de travaux des GRT ?

Eni est satisfait des modalités de publication des programmes de travaux.

Question 4 : Etes-vous favorable à la règle proposée par GRTgaz de répartition des restrictions mutualisées en amont ou en aval de la congestion ?

La proposition de GRTgaz est pertinente.

Compte tenu des impacts possibles sur la disponibilité des capacités aux PITS en zone TIGF, nous souhaitons que les impacts de ces restrictions soient présentés régulièrement dans le cadre de la Concertation Gaz.

Par ailleurs, même si la proposition de GRTgaz permet de ne pas dé-corréler le prix du PEG des places de marché du nord de l'Europe, nous sommes favorables à une concertation forte entre TIGF et GRTgaz, qui devraient communiquer ensemble des programmes de travaux définis dans le but de minimiser les impacts pour les expéditeurs.

Enfin, ces règles doivent pouvoir être modifiées ou ajustées en fonction des retours d'expérience qui seront réalisés, notamment dans le cadre de la Concertation Gaz.

Question 5 : Etes-vous favorable à ce qu'aucune restriction mutualisée ne soit appliquée *a priori*, les jours où les travaux ont un petit impact ?

Question 6 : Etes-vous favorable au seuil de 30 GWh/j au-delà duquel les travaux ne seraient plus traités par des mécanismes de levée des congestions ?

Eni y est favorable. Nous sommes également favorables à la publication de cette information dans le programme de travaux, sans y appliquer la restriction *a priori*.

Par ailleurs, et comme énoncé précédemment, la coordination entre tous les opérateurs est un prérequis pour la bonne gestion des maintenances.

Enfin, nous sommes favorables au suivi spécifique de la gestion et du coût de ces mesures, ainsi qu'au retour d'expérience partagé dans le cadre de la Concertation Gaz. L'objectif est de challenger le niveau de 30 GWh/j et de suivre le coût de cette mesure.

Question 7 : Partagez-vous l'analyse des GRT et de la CRE sur le sens le plus probable des congestions au sein de la place de marché unique ?

Eni partage l'analyse des GRT et de la CRE sur le sens le plus probable des congestions au sein de la future zone TRF.

Question 8 : Le scénario de référence proposé par les GRT pour dimensionner les mécanismes de levée des congestions vous semble-t-il pertinent ?

Eni considère le scénario proposé par GRTgaz comme acceptable au démarrage de la fusion. Ce scénario nous semble peu probable compte tenu notamment de la baisse de la demande et de la hausse des approvisionnements GNL.

Dans ces conditions, il est indispensable de réévaluer et adapter régulièrement ce scénario au fil du temps.

Question 9 : Le scénario de flux extrême proposé par les GRT vous semble-t-il pertinent ?

Eni considère que le scénario de référence constitue déjà un scénario extrême.

Question 10 : Partagez-vous les conclusions des GRT et de la CRE sur les conditions de remplissage en été des stocks en aval des limites de congestion ?

Eni partage l'analyse de la CRE selon laquelle il est du ressort des expéditeurs de faire les arbitrages économiques pour privilégier ou non le remplissage des stockages en été.

Concernant le remplissage des stockages en aval des congestions, Eni considère que la mise en place d'un PITS unique permettrait de lever ce problème. Comme indiqué à la question 1, dans le cadre de la place de marché unique, les expéditeurs n'ont aucun intérêt à privilégier le remplissage des stockages du sud à moins que les offres des stockeurs soient plus compétitives dans le sud. La mise en place d'un PITS unique par zone d'équilibrage permettra aux GRT de veiller au bon remplissage des stockages en aval des congestions et facilitera la circulation du gaz nécessaire pour fluidifier la zone de marché unique.

Question 11 : Etes-vous favorable à l'interruption des capacités interruptibles avant le déclenchement de tout autre mécanisme de levée des congestions ayant un coût pour la collectivité ?

Eni y est favorable.

Par ailleurs, cette interdiction devrait également être étendue aux capacités fermes non nominées : seuls les détenteurs primaires de cette capacité devraient pouvoir les renommer. Elles ne devraient donc pas être disponibles pour les autres expéditeurs à travers les mécanismes d'UBI ou UILOI.

Question 12 : Etes-vous favorable à ne pas commercialiser des capacités non-souscrites, lorsqu'une congestion survient qui serait aggravée par l'augmentation des flux aux points concernés ?

Eni y est favorable.

Il s'agit de mesures graduelles ayant moins d'impact pour l'ensemble des expéditeurs et qui peuvent permettre de ne pas activer des mécanismes plus lourds, plus coûteux ou plus contraignants ou de les activer sur des volumes plus faibles.

Question 13 : Etes-vous favorable aux modalités opérationnelles relatives à l'appel des *spreads* localisés telles qu'elles sont proposées par les GRT ? Avez-vous des remarques à formuler pour en améliorer l'efficacité ?

Eni est favorable aux modalités du spread localisé tel que proposé.

GRT devraient pouvoir lancer les appels d'offres et les expéditeurs poster leurs offres à tout moment.

Nous sommes favorables à ce que les GRT puissent lancer les appels au marché dès J-1. La contrainte de renomination est une disposition susceptible de limiter la participation des expéditeurs au spread localisé. En effet, elle limite leur capacité à se rééquilibrer pour le reste de la journée ce qui peut être très contraignant si l'appel au spread localisé a lieu le matin, avec une exposition à des coûts de déséquilibre potentiellement élevés.

Cette contrainte de renomination pourrait donc amener, in fine, les expéditeurs à limiter leur participation au spread localisé et/ou à augmenter le prix de cette participation par l'inclusion d'une prime de risque sur le coût des déséquilibres.

Question 14 : Etes-vous favorable à ce que les GRT informent les expéditeurs du risque d'atteinte d'une limite dès J-1, et leur donne la possibilité de déposer une offre en même temps que cette notification ? Quel serait le meilleur horaire pour une telle notification ?

Eni est favorable à ce que les GRT puissent donner un maximum de visibilité aux expéditeurs le plus en amont possible.

Toutefois, les GRT doivent veiller à la forme et au rythme des informations envoyées aux expéditeurs. En effet, les GRT publient déjà des informations sous la forme de codes couleurs et d'alertes au titre de l'équilibrage et du suivi du passage de l'hiver. Il semble important que les GRT rationalisent et différencient le cas échéant les signaux envoyés au marché pour qu'il n'y ait pas de confusion sur le message diffusé. Certains expéditeurs sont actifs simultanément sur l'ensemble des marchés européens et ne sont pas experts du marché français. Ils doivent donc être en mesure de comprendre rapidement le sens du message envoyé par les GRT pour pouvoir réagir de manière appropriée.

Question 15 : Etes-vous favorable à la participation des CCCG aux appels d'offres portant sur le spread localisé ?

Question 16 : Etes-vous favorable à la mise à l'étude de la participation des sites industriels raccordés au réseau de transport aux appels d'offres portant sur le spread localisé ?

Eni est favorable à la participation du plus grand nombre d'acteurs aux outils permettant de contribuer à la levée des congestions éventuelles. Il conviendra d'analyser la capacité de chaque catégorie d'acteurs à participer à ces outils et de définir, le cas échéant, les modalités de participation les plus adéquates au regard de leurs spécificités. A ce titre, il convient de noter que, contrairement aux CCCG, les sites industriels n'ont pas l'obligation de fournir un programme prévisionnel de consommation qui pourrait servir de référence pour répondre à un appel d'offres de spread localisé. Enfin concernant la participation des sites industriels, la CRE devra veiller à la cohérence de l'ensemble des dispositifs réglementaires envisagés en faveur de ces sites (contrats interruptibles, dispositifs liés à la réforme stockage, participation aux appels au marché au titre des congestions, etc.).

Les modalités de participation au spread localisé pour les CCCG et les sites industriels devront être définies dans le cadre la Concertation Gaz.

Question 17 : Etes-vous, comme la CRE, défavorable à la participation des opérateurs de stockage aux appels d'offres portant sur le *spread* localisé ?

En ce qui concerne cette participation, il conviendrait de détailler préalablement la mission de remplissage des stockages de dernier recours prévue dans le projet de réforme du stockage.

En effet, l'objectif de ce dispositif de dernier recours reste la sécurité d'approvisionnement. Ce volume devrait pouvoir être utilisable dans le cadre d'un accord inter-opérateurs entre les GRT et les opérateurs de stockage.

Eni considère que les opérateurs de stockage pourraient participer au *spread* localisé pour les capacités de stockage qui ne feraient pas partie de l'enveloppe « régulée » dans le cadre de la réforme.

Dans tous les cas, si les opérateurs de stockage venaient à pouvoir participer à ces mécanismes, Eni souhaite qu'il y ait une totale transparence avec les acteurs de marché concernant les modalités de cette participation.

Question 18 : Etes-vous favorable à la fixation d'un prix plafond ? Si oui, quel niveau considérez-vous comme pertinent ?

Eni n'est pas favorable à l'introduction d'un prix plafond pour éviter le déclenchement de la restriction mutualisée des nominations.

Les prix du *spread* localisé doivent pouvoir refléter le coût de la restriction mutualisée pour un expéditeur. Le marché devrait pouvoir réguler lui-même le niveau de ce mécanisme.

En cas de plafonnement, son niveau doit être suffisamment élevé pour ne pas restreindre le fonctionnement du *spread* localisé.

Question 19 : Etes-vous favorable au recours à des *spreads* localisés pour lever les congestions résiduelles ?

Comme énoncé ci-dessus, plus le nombre d'acteurs participant à ce mécanisme est élevé, moins la restriction mutualisée risque d'être activée.

En ce sens, des éléments bloquants tels que des prix plafond ne doivent pas être introduits.

Enfin, Eni est favorable au recours à ce mécanisme pour la gestion des congestions résiduelles.

Un suivi spécifique de l'occurrence et du coût de ce mécanisme devra être mis en place et partagé dans le cadre de la Concertation Gaz.

Question 20 : Etes-vous favorable à l'utilisation d'optimisations avec des opérateurs adjacents pour lever certaines congestions ?

Eni est favorable au principe de swaps entre opérateurs de réseaux adjacents afin de limiter le déclenchement des mécanismes de marché sollicitant les expéditeurs. Le principe même d'échanges de flux, de travail conjoint entre les différents opérateurs de réseaux nationaux et européens, devrait devenir un standard de fonctionnement dans le futur.

La solution proposée par GRTgaz et Fluxys pour lever la congestion NS1 est très satisfaisante.

Par ailleurs, Eni souhaite que de tels accords puissent être mis en œuvre également avec les terminaux méthaniers et les opérateurs de stockage (sans préjudice pour les expéditeurs comme indiqué dans la question n° 17). A ce titre, Eni s'interroge sur le cout facturé par TIGF pour les opérations réalisées à Cruzy alors même que ces coûts sont déjà couverts dans l'ATRT.

Question 21 : Etes-vous favorable au recours aux restrictions mutualisées en cas d'échec des autres mécanismes à résorber la congestion ?

Eni n'est pas favorable au mécanisme de restriction mutualisée sur le principe.

Toutefois, s'il venait à être décidé par la CRE, comme mécanisme utilisable par les GRT, il conviendrait qu'il n'y ait aucun prix plafond au spread localisé. Par ailleurs, la CRE devra s'assurer que l'ensemble des outils à disposition des GRT, y compris les stocks de sécurité dont disposent les GRT, ont été utilisés avant d'enclencher cette restriction mutualisée.

Question 22 : Considérez-vous, comme la CRE, que le *swap* stockage ne doit pas être retenu à ce stade ?

En l'état actuel de la réglementation et compte tenu des estimations de cout de ce mécanisme, Eni n'est pas favorable à l'implémentation de ce mécanisme.

Toutefois, il conviendra de réévaluer, le cas échéant, la contribution des stockages à la gestion des congestions en fonction des principes qui seront retenus dans le cadre de la réforme du stockage.

Question 23 : Considérez-vous, comme la CRE, que le mécanisme de rachat de nomination ne doit pas être retenu à ce stade ?

Eni partage l'analyse de la CRE et considère que le spread localisé permet de mieux gérer les limites que le rachat de nominations. Il permet par ailleurs à plus d'acteurs d'y participer et de couvrir un spectre beaucoup plus large de cas de congestion.

Question 24 : Considérez-vous, comme la CRE, que la conversion de capacités fermes en capacités conditionnelles ou point-à-point ne doit pas être retenue ?

Eni partage l'analyse des GRT et de la CRE.

Ce mécanisme aurait pu être intéressant s'il avait été dimensionné différemment, avec par exemple un niveau de réduction donné pour chaque jour d'interruption.

Il pourrait être un mécanisme complémentaire au spread localisé.

Par ailleurs, le rachat de nomination semble représenter un mécanisme plus performant que le point à point.

Question 25 : Etes-vous favorable aux mécanismes de levée des congestions envisagés à ce stade par la CRE et leur priorisation ?

Eni est favorable à l'ordre d'activation des mécanismes proposés.

Toutefois, il devra être réévalué régulièrement en fonction des retours d'expérience qui seront partagés dans le cadre de la Concertation Gaz.

Ce REX permettra également d'apprécier les impacts de ces mécanismes sur l'équilibrage des expéditeurs.

Question 26 : Etes-vous favorable à la proposition de déroulé des actions en fonction du niveau d'alerte, la veille et le jour-même ?

Eni est favorable au dispositif d'alerte proposé.

Toutefois, les GRT devront veiller à ne pas créer de confusion entre leurs différents dispositifs de communication et d'alerte qui commencent à devenir nombreux.

En effet, Eni, comme d'autres expéditeurs, opère sur plusieurs places de marché européennes et doit donc gérer les informations de plusieurs GRT européens simultanément. Eni souhaite que les GRT mettent en place une standardisation des formats et des délais de publication de ces informations à l'échelle européenne.

Question 27 : Etes-vous satisfait du dispositif d'information proposé par les GRT ?

En ce qui concerne le Winter Outlook, il est indispensable qu'il ne soit pas le résultat des analyses unilatérales des GRT. Il doit être un véritable outil d'analyse et d'information et non pas un outil de « propagande ». Il est donc indispensable que les acteurs de marché puissent participer à son élaboration.

Question 28 : Etes-vous favorable au suivi du niveau de remplissage des stockages aval au cours de l'hiver ?

Eni n'y est pas favorable.

Il s'agira en effet de déclencher des mécanismes contractuels coûteux sur la base d'un suivi établi à partir d'informations théoriques basées sur un scénario extrême peu probable.

Par ailleurs, Eni réitère sa proposition de mise en place d'un PITS unique par zone d'équilibrage qui permettrait d'aller plus loin en s'assurant que les stockages du sud de la France sont effectivement remplis au lieu de se contenter d'un suivi.

En ce qui concerne les actions proposées, Eni n'est pas opposé à l'interruption de façon temporaire de la commercialisation des capacités interruptibles en aval des congestions mais est défavorable au recours à des spreads localisés.

Question 29 : Etes-vous favorable aux mécanismes que la CRE propose de retenir et d'étudier ?

Question 30 : Etes-vous favorable aux priorités proposées par la CRE pour y recourir ?

La CRE pourrait également travailler sur la définition de conditions favorisant la souscription des capacités de stockage dans le sud dans le cadre des enchères (offres et/ou prix de réserve plus

compétitifs). Une fois les capacités de stockage souscrites, les expéditeurs ont déjà des incitations contractuelles à leur remplissage.

Question 31 : Souhaitez-vous, comme la CRE, que l'engagement de flux (*flow commitment*) soit étudié pour les cas de menace sur la continuité d'acheminement à moyen terme, notamment en raison d'un niveau de remplissage des stockages en aval des congestions trop faible ?

Eni n'est pas favorable à ce mécanisme et préconise d'attendre un premier retour d'expérience sur le fonctionnement de la TRF et, le cas échéant, du spread localisé, avant d'étudier sa mise en œuvre éventuelle.

Question 32 : Etes-vous favorable à la couverture des coûts dans le tarif ATRT6 ?

Eni n'est pas favorable à une couverture des coûts dans l'ATRT au démarrage de la fusion.

Les mécanismes sont imprévisibles tant en volume qu'en prix.

Au démarrage de la fusion, il nous semble donc plus pertinent de mettre en place un compte de neutralité, mécanisme que les fournisseurs connaissent déjà.

Avec le retour d'expérience, la question pourra être réétudiée au regard du niveau des coûts et de la volatilité de ces coûts.

Question 33 : Dans le cas où un compte de neutralité ad hoc est mis en place, la clé de répartition entre expéditeurs proposée par les GRT vous paraît-elle convenir ?

Eni est favorable à la mise en place d'un compte de neutralité.

En ce qui concerne la clé de répartition, Eni est favorable à ce qu'elle soit basée sur les flux de sortie du réseau principal vers les PIR et le réseau régional.

Question 34 : Etes-vous favorable au recours à l'achat-vente de *spread* localisés en cas de congestion à l'hiver 2017-2018 ?

Eni y est favorable, toutefois le stock de sécurité des GRT devrait être utilisé dans les limites définies les années précédentes en amont.

Par ailleurs, Eni s'interroge, comme énoncé à la question n°20, sur la prestation facturée par TIGF (20k€) pour les modifications de flux à Cruzy, alors que ses coûts sont très majoritairement couverts dans le cadre de l'ATRT.

Question 35 : Etes-vous favorable à la pérennisation de l'expérimentation portant sur les produits localisés ?

Eni y est favorable dans le cadre de l'équilibrage.

Toutefois, comme pour la communication des GRT, les appels au marché deviennent de plus en plus nombreux et diversifiés et répondent à des besoins différents. La CRE devra veiller à la

lisibilité et à la cohérence de tous ces produits (pertinence des produits localisés au regard du spread localisé par exemple).

Question 36 : Etes-vous favorable à l'intégration des prix d'achat-vente de produits localisés dans le prix de règlement des déséquilibres ?

Eni n'y est pas favorable et souhaite disposer d'un retour d'expérience sur le fonctionnement de ce dispositif dans le cadre de la TRF et en parallèle du spread localisé avant de se prononcer.

Question 37 : Etes-vous favorable, comme la CRE, à la fin du dispositif de gaz circulant ?

Eni y est favorable.